

# Le MR place un bâton dans les roues du Pacte d'excellence

■ Les libéraux étaient indispensables au vote d'un décret indispensable à la réforme du Pacte d'excellence.

Analyse Bosco d'Otreppe

Le MR aura donc dit non. Ce lundi, après le bureau politique du parti, le président des libéraux, Olivier Chastel, a envoyé un long communiqué dans lequel il confirme que son parti ne votera pas la proposition de décret visant à scinder les pouvoirs régulateur et organisateur de la Fédération Wallonie-Bruxelles en matière d'enseignement.

Le dossier semble de prime abord très technique, mais il est important pour l'avenir de l'enseignement francophone. Avec ce décret, la majorité PS/CDH souhaitait ouvrir la voie à une refonte du réseau d'enseignement dit officiel (le réseau WBE pour Wallonie-Bruxelles-Enseignement). Ce dernier est en effet à la fois organisé et régulé par la ministre de l'Enseignement et son administration. Alors que la réforme du Pacte inaugure une contractualisation plus forte entre les écoles et cette administration, il devait être mis fin à la situation qui faisait de la ministre "juge et partie" de ce réseau.

Cette réforme devait aussi permettre aux écoles de l'officiel de gagner en autonomie dans leur fonctionnement. Si nombre de ces écoles se trouvent en difficultés pédagogiques, c'est en partie à cause de l'organisation centralisée du réseau officiel.

Si donc, aux yeux du gouvernement, ce décret était important quant au fond, il l'était aussi dans le cadre de l'importante réforme qu'est le Pacte d'excellence. En effet, la scission des pouvoirs régulateurs et organisateurs est considérée par les autres signataires du Pacte (les réseaux, les syndicats et les associations de parents) comme une condition *sine qua non* à la mise en œuvre de l'ensemble de la réforme. Et si l'acquiescement du MR était si important, c'est que ce décret imposait une majorité des deux tiers au Parlement, et donc l'approbation des libéraux.

Le paradoxe est que le MR, en choisissant donc de voter contre le texte, met à mal tout le volet "gouvernance" du Pacte, qui est le volet le plus libéral, quant à son inspira-

tion, que contient la réforme.

Mais qu'importe aux yeux du MR, ses parlementaires voteront non pour ne pas libérer par leur geste l'ensemble d'une réforme qu'ils critiquent en partie (singulièrement la mise en place d'un tronc commun de cours jusqu'à l'âge de 15 ans) ; mais aussi parce que "le système proposé [pour le futur du réseau officiel] reste trop lourd et trop politisé", argumente Olivier Chastel.

La ministre Schyns veut poursuivre les négociations

De son côté, la ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns (CDH), a décidé de ne pas réagir au "non" des libéraux. Elle poursuivra les négociations au Parlement pour "encore améliorer le texte", explique son cabinet.

En *off*, auprès des acteurs de l'enseignement et du monde politique, le discours est plus aigri. "Les libéraux ne se rendent pas compte de ce qu'ils font, ils se mettent à dos tous les acteurs de l'école qui ont discuté de la réforme pendant des années, s'inquiète l'un d'eux. Pourquoi ne font-ils pas comme Écolo et Défi qui choisissent la voie des amendements en commission?"

En *on*, la Fondation pour l'enseignement, qui rassemble les réseaux de l'enseignement et les représentants du monde de l'entreprise, déplore fortement le choix du MR qui mettrait à mal un Pacte capable d'améliorer sensiblement l'enseignement francophone.

Un vrai coup de frein

Mais peut-on dire que la décision des libéraux envoie l'ensemble de la réforme dans les poubelles de l'histoire? Non. Pas totalement.

Le Pacte est une réforme qui se met en œuvre dans une série de décrets. Et certains d'entre eux sont déjà d'application. Mais il est clair que le MR ouvre la voie à une renégociation plus large de la réforme après les élections du mois de mai. De plus, tout le volet gouvernance du Pacte, qui prévoit que les écoles soient accompagnées pour atteindre des objectifs qu'elles se seront fixés elles-mêmes (un tiers des écoles est d'ailleurs en pleine rédaction de ces objectifs) connaît là un véritable coup de frein.

Pour le MR,  
le système  
proposé par le  
gouvernement  
est "trop lourd  
et trop politisé".